

Formation des journalistes et déstabilisation du modèle salarial

Samuel Bouron

DANS **LA PENSÉE** 2016/1 (N° 385), PAGES 27 À 38
ÉDITIONS **FONDATION GABRIEL PÉRI**

ISSN 0031-4773

ISBN 9782375260012

DOI 10.3917/lp.385.0027

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-la-pensee-2016-1-page-27.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Fondation Gabriel Péri.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

FORMATION DES JOURNALISTES ET DÉSTABILISATION DU MODÈLE SALARIAL

Samuel
Bouron *

En 2002, François Ruffin, alors étudiant au Centre de formation des journalistes (CFJ), l'une des écoles les plus réputées de la profession, raconte comment son établissement prépare les étudiants à devenir opérationnels dans les entreprises de presse. Peu importe la qualité de l'information qu'ils produisent : l'essentiel de la formation se construit autour des contraintes de production qu'ils rencontreront à leur sortie de l'école et qu'ils anticipent déjà en son sein¹. L'enseignement est présenté comme un décalque des rédactions des médias les plus ajustés aux logiques d'audimat.

Les écoles de journalisme sont en effet fortement soumises aux *desiderata* des entreprises de presse. On les retrouve au cœur de leur système de financement, en amont de l'élaboration des contenus d'enseignement et en aval, dans le recrutement des diplômés². Pour ces établissements, ignorer les demandes de ces entreprises reviendrait à se mettre en marge d'un circuit d'orientation qui voit chaque année plus d'un millier de candidats frapper à leurs portes. Ce phénomène de mise en marché des écoles de journalisme est pourtant un phénomène relativement récent. Jusqu'à la fin des années 1990, les critiques adressées au système de formation des journalistes faisait état de son incapacité à former plus de 15 % des détenteurs de la carte de presse³. Plus précisément, la formation des écoles de journalisme

* Maître de conférences en sociologie / université de Paris-Dauphine, IRISSO.

1. François Ruffin, *Les petits soldats du journalisme*, Paris, Les Arènes, 2003.

2. Dominique Marchetti, « Les ajustements du marché scolaire au marché du travail journalistique », *Hermès*, n° 35, 2003, p. 81-89.

3. On peut se référer par exemple au rapport de Claude Sales, « Les écoles de journalisme. Analyse d'un malaise », *Communication et langages*, vol. 116, 1998, p. 7 à 28.

reconnues⁴ destinaient ses diplômés à la presse d'information générale et politique, c'est-à-dire à un segment particulier du marché du travail. Une partie des employeurs reprochait d'ailleurs une forme « d'élitisme » à ces écoles dont les diplômés, qui obtiennent l'accès à ces formations à l'issue d'un concours sélectif, ne sont pas prêts à faire des compromis sur les principes professionnels qui les ont conduits à exercer leur métier. Les écoles les plus réputées, comme le CFJ et l'ESJ Lille, forment en effet une noblesse professionnelle destinée à occuper les postes les plus prestigieux, dans une presse « sérieuse » représentée par des journaux comme *Le Monde*.

Pourtant, ces quelques écoles pionnières ont largement été imitées par de nouvelles formations, si bien que le journalisme est devenu un véritable secteur de formation, avec plus de 130 diplômes recensés en 2014 à tous niveaux de qualification. Le marché de l'emploi n'est désormais plus capable d'absorber les diplômés toujours plus nombreux qui veulent vivre du journalisme. Dans un ouvrage de référence sur « les rapports entre système éducatif et système productif », Lucie Tanguy et Catherine Marry montrent le décalage croissant, à partir des années 1970, entre l'offre de formations et le recrutement des professionnels dans différents secteurs d'activité⁵. Or, la question du décalage entre les formations et les emplois de journalistes est décisive pour comprendre les problématiques contemporaines du brouillage des frontières entre l'information et la communication ou encore de la précarisation croissante de ces métiers. Dans le schéma classique de développement d'un groupe professionnel, la création de formations spécifiques permet de rendre visibles les savoirs particuliers qu'il serait nécessaire de posséder pour pratiquer le métier. Par exemple, on devient médecin à partir du moment où l'on possède un diplôme de médecin. Chez les journalistes, on peut faire l'hypothèse inverse. Plus les écoles se multiplient et moins la profession parvient à clarifier ce qui la distingue d'autres groupes professionnels concurrents. Pour le montrer, nous préciserons quelques étapes fondamentales du développement à la fois des écoles et du marché du travail des journalistes et leurs effets sur les formations et les emplois des journalistes.

UNE EXPLOSION DÉMOGRAPHIQUE DOUBLE

Au tournant des années 1980 a lieu une explosion démographique spectaculaire qui voit le nombre de journalistes doubler. L'extension du nombre de supports journalistiques porte le nombre de titulaires de la carte de presse de 16619 en 1980 à 26614 en 1990. Ces transformations démographiques masquent toutefois l'hétérogénéité croissante de la profession et la segmentation du marché du travail journalistique. En effet, ces nouveaux

4. En France, une Commission paritaire pour l'emploi des journalistes (CPNEJ), composée de six syndicats de salariés et de six syndicats patronaux, reconnaît 14 diplômes de journalisme. Sur l'histoire de la reconnaissance des écoles, Samuel Bouron et Ivan Chupin, « La reconnaissance paritaire des écoles de journalisme. Un néocorporatisme », *Sur le journalisme*, vol. 2, n° 2, 2013, p. 64-77.

5. Lucie Tanguy (dir.), *L'introuvable relation formation/emploi*, Paris, La Documentation française, 1986.

emplois sont plus précaires : la population des pigistes connaît une augmentation de 145,2 % de 1980 à 1990 et comprend davantage de femmes et de jeunes, qui supportent traditionnellement ces emplois⁶. Les inégalités de statut et de salaire traduisent une importante diversité des conditions de travail des journalistes, ce qui pousse Alain Accardo à parler « d'OS du travail intellectuel », désignant des salariés réduits à leur seule force de travail intellectuel⁷. L'évolution du marché du travail journalistique est à mettre en lien avec le développement économique des médias privés et spécialisés dans certaines thématiques. Dans le secteur audiovisuel, alors que le satellite en est encore à ses balbutiements, *Canal +* (1984), la « 5 » (1986), *M6* (1987) font leur apparition. *TF1* est privatisée en 1987. En presse écrite, la presse spécialisée technique et professionnelle ainsi que la presse spécialisée grand public, principaux employeurs de pigistes, connaissent une augmentation du nombre de titres. En radio enfin, des groupes privés se partagent le marché de la bande FM à partir de 1982, succédant alors aux radios libres.

Une autre explosion démographique a lieu dans le même temps dans l'enseignement supérieur, où les effectifs doublent entre 1980 et 2000⁸. Si les bacheliers ne représentaient en 1985 que 37 % d'une génération, ils sont 58 % cinq ans plus tard à obtenir le sésame qui leur donne accès à l'enseignement supérieur ; une évolution plus rapide que celle enregistrée vingt ans auparavant, où la part d'une génération bachelière n'avait augmenté que de 17 points⁹. Cette nouvelle population vient d'abord grossir les rangs des filières traditionnelles de l'université, en particulier les lettres, les langues et les sciences humaines alimentées par des séries littéraire et économique et social en croissance, dont les diplômes perdent de leur valeur distinctive à mesure que le nombre de détenteurs de titres s'accroît¹⁰, tandis que les études les plus sélectives (classes préparatoires aux grandes écoles, médecine, etc.) sont protégées d'une dévaluation des diplômes par un *numerus clausus* qui en limite l'accès. Le seul accès à l'enseignement supérieur n'est plus suffisant pour garantir le maintien des positions supérieures de l'espace social. Dans un mouvement de massification et de segmentation croissante des diplômes universitaires, de nouveaux cursus professionnalisants font concurrence aux filières traditionnelles de l'université, favorisant une stratégie d'orientation plus utile, dont la finalité n'est pas tant l'acquisition de connaissances en elles-mêmes que l'employabilité qu'elles favorisent. Leur rentabilité sur le marché du travail s'explique par des contenus d'enseignement plus appliqués aux demandes de compétences

6. Source : Valérie Devillard, Marie Françoise Lafosse, Christine Leteinturier, Rémy Rieffel, *Les journalistes français à l'aube de l'an 2000. Profils et parcours*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2001, p. 105.

7. Alain Accardo (dir.), *Journalistes précaires*, Bordeaux, Le Mascaret, 1998, 138 p.

8. Tristan Poullaouec et Claire Lemêtre, « Retours sur la seconde explosion scolaire », *Revue française de pédagogie*, n° 167, p. 5-11, 2009.

9. Marlène Cacouault et Françoise Œuvrard, *Sociologie de l'éducation*, Paris, La Découverte, 2001 (1995).

10. Ces étudiants se retrouvent alors déclassés, dans la mesure où le même diplôme que leurs parents donne pourtant lieu à une position sociale inférieure. Pierre Bourdieu, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 24, 1978, p. 2-22.

des entreprises et aux besoins de l'économie. Plus qu'une crise des vocations disciplinaires, les stratégies d'orientation des étudiants ayant bénéficié de la politique volontariste des « 80 % » au baccalauréat¹¹ résultent donc d'une nouvelle configuration universitaire où les savoirs de type managérial font leur apparition à l'université, contribuant, comme pour le champ journalistique, au renforcement des logiques gestionnaires dans l'enseignement supérieur.

LA MULTIPLICATION DU NOMBRE DE DIPLÔMES DE JOURNALISTES

Parmi ces nouveaux diplômes se trouvent des formations à des métiers, ou plutôt à destination de secteurs plus ou moins définis du marché du travail. Des écoles sont dès lors proposées pour des étudiants qui souhaiteraient travailler dans le commerce, la communication, le journalisme ou encore les arts. Compte tenu des explosions démographiques dans le monde des médias et de l'enseignement supérieur décrites précédemment, les écoles de journalisme se trouvent en première ligne de ce processus de scolarisation professionnelle. Se développe alors un véritable marché de la formation des journalistes. En 13 ans, de 1978 à 1991, huit nouvelles écoles de journalisme sont créées, faisant concurrence aux sept écoles déjà existantes, que sont, par ordre d'apparition, l'ESJ Paris (1899), l'ESJ Lille (1924), le CFJ Paris (1946), l'IFP (1951), le CUEJ de Strasbourg (1957), l'IUT de Bordeaux (1967) et l'IUT de Tours (1967). Ces nouvelles écoles sont pour la plupart privées et recrutent au niveau baccalauréat, comme l'ITAIM (1983), l'IICP (1985) ou encore l'école « Nouvelles » à Nice (1990). Elles ont pour caractéristique de concevoir la profession de journaliste plus généralement comme un métier qui repose sur des techniques de communication, secteur vers lequel elles se proposent de transmettre des compétences professionnelles. Elles rompent avec le modèle de formation professionnelle élaboré à la Libération au sein du Centre de formation des journalistes, qui avait endossé la mission de limiter les excès supposés du capitalisme en responsabilisant les jeunes journalistes à leur mission morale, distincte de la communication, centrant alors les contenus d'enseignement sur la culture générale, tout autant que sur l'acquisition de compétences techniques. L'objectif est de former des journalistes pour des segments du journalisme plus spécifiques qui intéressent peu les diplômés des écoles reconnues. À cet effet, ces écoles forment des journalistes directement ajustés à certains emplois du monde de l'information et de la communication (voir encadré). Ces nouveaux diplômes visent aussi à préparer les étudiants à des postes de journalistes qui sont peu recherchés par ceux des écoles reconnues, notamment par leur caractère davantage spécialisé.

11. En 1985, Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'Éducation du gouvernement de Laurent Fabius, annonce l'objectif d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. L'idée est reprise dans la « loi d'orientation sur l'enseignement » en 1989.

L'ISCPA : une école « refuge » ajustée aux offres du marché

Quand Bruno Neil fonde l'ISCPA en 1991, il est le directeur de la publication de *Photographie magazine*, à l'époque l'un des deux principaux magazines de photographie, qui faisait lui-même partie d'un groupe de presse dont il avait également la direction : la Compagnie européenne de communication (CEC). Ce dernier ne résistera pas à la crise que connaît la presse au début des années 1990 et déposera le bilan en 1994, signant en même temps l'arrêt de mort de deux autres plus petits magazines de vente informatique et de vente photo-vidéo qui composaient le groupe. L'un des problèmes que pose la presse magazine professionnelle à Bruno Neil se situe au niveau du recrutement des jeunes journalistes. Les diplômés d'écoles professionnelles préfèrent s'orienter à la sortie de leurs études vers des médias généralistes. Ceux qu'il recrute, qui ne sont pas diplômés d'une école de journalisme, ont besoin d'un temps de formation pour acquérir « sur le tas » les compétences requises pour occuper l'emploi. Bruno Neil entreprend alors de créer une école qui formerait des journalistes pour l'ensemble des médias, y compris les titres émergents de l'audiovisuel et d'Internet, secteurs qui proposent, selon lui, de nombreux débouchés aux diplômés de journalisme.

Comme la plupart des écoles privées non reconnues par la profession, l'ISCPA fonctionne comme une entreprise et introduit la logique entrepreneuriale dans le raisonnement même de sa pédagogie, comme l'explique le responsable en communication.

« L'idée, Mireille (la directrice) déteste quand je dis ça, c'est que l'école ne travaille pas forcément pour ses étudiants, elle travaille pour l'entreprise, l'idée c'est de former des gens qui sont aptes à intégrer l'entreprise, pour que l'entreprise puisse se développer. »¹²

Ce positionnement se traduit dans les modalités pédagogiques de l'école. Les étudiants sont recrutés au niveau baccalauréat et ne reçoivent que des enseignements élaborés par un personnel d'entreprise, transmis par un personnel d'entreprise et dans le but de devenir un personnel d'entreprise, si bien que l'enseignement de l'école tourne en circuit fermé. L'école est contrôlée par l'entreprise et non par la profession, ce qui va à l'encontre de l'idée d'une profession de journaliste qui devrait garder des frontières avec d'autres activités économiques comme la communication, ce qu'explique la directrice de l'ISCPA.

« De toute façon il ne faut pas se leurrer, à un moment donné les journalistes font des choses pour qu'elles se vendent, les journalistes ont horreur de se l'entendre

12. Extrait d'entretien avec le responsable de la communication de l'ISCPA réalisé en février 2011.

dire mais les pages pub si on ne les met pas dans le journal, elles ne se vendront jamais. Les valeurs communes ce serait le souci de l'information quel que soit le moyen, il faut qu'elle soit parfaite et sans y mettre ses états d'âme de journaliste, la communication doit être synthétique, directe, elle doit parler aux hommes. Dans les trois il y a quand même un message à passer. À la production (l'une des trois filières de l'ISCPA) si le film ne vous touche pas, s'il ne parvient pas à bien faire passer son message, dans les trois il y a quand même un message à passer, qui est purement informatif, qui est de l'émotion ou au contraire de la violence, de la provoc ou dans l'humour. La communication doit faire vibrer, doit vous toucher, doit vous parler. Le journal doit vous correspondre et vous parler, que ce soit l'éditorial de *Libé* ou du *Parisien*, à un moment donné les uns et les autres doivent nous toucher. De toute façon les trois doivent mener à une commercialisation des choses, il faut arrêter de se raconter des histoires. »

À aucun moment de leur scolarité, excepté pour ceux qui continueront leurs études, entre douze et vingt étudiants par promotion selon l'école (environ 1/5^e de l'effectif), ces étudiants n'auront de contact avec l'université, qui risquerait de les détourner de la voie de l'employabilité dessinée pour eux par l'école. Fonctionnant de la même manière qu'une entreprise, l'ISCPA a dû, pour se développer, réduire ses coûts de structure en mutualisant des locaux onéreux et en atteignant une taille critique, c'est-à-dire la taille minimale lui permettant d'être compétitif sur le marché de la formation et de générer des marges suffisantes pour être viable. Ainsi, l'école créée en 1991 était au départ orientée vers la formation des journalistes, puis a ouvert un cursus de communication en 1996 et enfin une filière production en 2000. Elle a aussi ouvert des écoles à Lyon en 1997 et à Toulouse en 2013. De la même manière, l'école s'est adossée dès 1994 au groupe IGS, un groupe de formation qui gère des écoles professionnelles dans huit domaines de compétences: 1) le management et la gestion des ressources humaines, 2) le commerce, le marketing, le développement, les services, 3) le management, la gestion, la finance, 4) le management international, 5) l'informatique, 6) le journalisme, la communication, la production, 7) le management des industries et de la santé, 8) l'immobilier. Le groupe IGS propose une « réconciliation durable et profonde de l'entreprise et de l'homme » par un *curriculum* qui aborde le journalisme comme une simple activité économique, supposant donc que l'on prépare les futurs salariés à la connaissance pratique des mécanismes du marché.

Alors que le marché de la formation au journalisme a continué de se développer dans les années 2000, dans un contexte de « professionnalisation » des diplômes universitaires, le marché du travail des journalistes s'est quant à lui considérablement tari. Autrement dit, l'explosion démographique de l'enseignement supérieur s'est prolongée tandis que

l'augmentation du nombre de titulaires de la carte de presse s'est ralentie. Ces phénomènes démographiques ont eu d'importants effets sur le mode de financement des écoles, dans la mesure où la taxe d'apprentissage représente une ressource importante pour le fonctionnement des établissements. C'est pourquoi les écoles privées ont dû repenser leur modèle de financement pour subsister. Après les graves difficultés du CFJ au tournant des années 2000, c'est l'ESJ Lille qui a récemment échappé de peu au dépôt de bilan. L'école traverse en effet à la fin des années 2000 une grave crise financière qui menace son existence. En 2009, la Région Nord-Pas-de-Calais vient à son secours et éponge une partie de sa dette en lui accordant une subvention de 2,8 millions d'euros, ce qui ne résout que partiellement un déficit structurel chiffré autour de 350 000 euros. Après ce coup de pouce financier, les frais d'inscription passent de 3500 à 3900 euros. Le comité d'administration n'est quant à lui plus réservé aux anciens de l'école, et il s'ouvre aux collectivités locales et aux entreprises. Le 1^{er} juin 2011, le conseil d'administration adopte un plan de retour à l'équilibre budgétaire sur deux ans par un rapprochement avec l'enseignement supérieur. C'est Sciences-po Lille qui a accepté un partenariat avec l'école, en échange d'un concours commun facilitant le processus de sélection des étudiants de l'IEP à l'ESJ, ainsi qu'à un double diplôme.

LE RENOUVELLEMENT DES CONTENUS D'ENSEIGNEMENT DES FORMATIONS RECONNUES

Les transformations de la gestion des écoles de journalisme sont allées de pair avec une transformation des contenus d'enseignement. Avec l'arrivée de ces nouvelles formations au journalisme, les formations reconnues n'ont plus le monopole de la transmission des savoirs techniques, qui devient une compétence de moins en moins rare pour les diplômés en phase d'insertion. Néanmoins, elles ont su innover par une nouvelle façon d'aborder la pratique du journalisme, qui s'accompagne de plus de réflexivité sur les formats de l'information, sur les types d'écriture, ou encore sur le public auquel on s'adresse. Chaque école imprime ainsi de relatives spécificités dans son *curriculum*. L'IPJ a par exemple tenu compte, dès sa création, de la demande de compétences davantage spécialisées, comme le sport ou l'économie. L'enjeu de ces enseignements est de décloisonner les différentes spécialités journalistiques en hybridant plusieurs types de connaissances : le sport peut être par exemple traité à partir d'un angle économique. L'ESJ Lille a quant à elle intégré dans son approche de l'écriture journalistique une composante plus littéraire, avant même que les « mooks » fassent leur apparition en renouvelant la tradition du grand reporter. La formation propose des ateliers d'écriture qui autorisent davantage l'expression de ses émotions, voire de sa créativité, dans le but que les étudiants ne se limitent pas à un formalisme journalistique stéréotypé. À l'école de journalisme de Sciences-Po, les étudiants apprennent à anticiper la « cible » susceptible d'être touchée par leurs publications. Inspirés par l'école de journalisme de Columbia, les contenus d'enseignement s'adaptent au potentiel des nouvelles technologies en tenant compte des attentes du public. Ces différents exemples montrent la tendance des formations reconnues à ne plus seulement répondre aux demandes des entreprises de presse et davantage à les

anticiper. Cette transformation de l'*ethos* des journalistes conduit aussi, selon l'évolution managériale des relations de travail décrite par Luc Boltanski et Ève Chiapello, à ce que le travailleur optimise lui-même l'efficacité de sa production en devançant les attentes de sa hiérarchie¹³. C'est pourquoi les écoles de journalisme ne sont plus seulement aujourd'hui des pôles de formation, mais aussi des pôles d'innovation, alimentés en partie par leur connexion avec les savoirs universitaires. Un certain nombre de nouvelles pratiques sont en effet produites dans les écoles, qui hésitent moins qu'auparavant à avoir recours pour leurs enseignements à de jeunes diplômés qui sont capables de moderniser la formation. Certains étudiants n'attendent même plus de trouver leur poste à la sortie de l'école et tentent de le créer par eux-mêmes. Des anciens étudiants de l'ESJ Lille ont par exemple créé le *Télescope*, déclinaison locale, à Amiens, de *Médiapart*¹⁴. D'autres diplômés se constituent en pôles de pigistes et sont capables de couvrir l'ensemble des thématiques de l'actualité. En cela, ils répondent à une certaine mutation des entreprises de presse qui ont de plus en plus recours à des sous-traitants qu'ils mobilisent par l'intermédiaire d'agences média. Ces différents exemples tendent à aller à l'encontre d'une certaine idée reçue selon laquelle les écoles de journalisme ne seraient pas parvenues à s'adapter à l'arrivée d'Internet et à la crise de la presse papier. Cependant, il est nécessaire d'appréhender les transformations de l'emploi des journalistes non pas seulement selon des caractéristiques techniques – l'arrivée de nouvelles technologies qui révolutionneraient la pratique des journalistes, ce qui rejoint en grande partie le mythe d'une nouvelle société de communication – mais plutôt selon une recomposition des rédactions et un élargissement des compétences des journalistes.

UN BROUILLAGE DES FRONTIÈRES ENTRE INFORMATION ET COMMUNICATION ?

Les transformations simultanées du marché du travail des journalistes et de l'enseignement supérieur ont ainsi bouleversé les relations entre le système de formation et de l'emploi dans les mondes de l'information. La formation des journalistes « sur le tas » a longtemps été le modèle de référence pour les employeurs, si bien que la profession semblait faiblement institutionnalisée en comparaison d'autres professions comme les médecins ou les avocats, dont le titre dépend de l'obtention d'un diplôme spécifique. Désormais, le recrutement dans le segment de l'information le plus généraliste nécessite plus qu'auparavant de franchir des « sas »¹⁵ parmi lesquels figure le passage par une école de journalisme. Dans un contexte de multiplication des formations en journalisme, la problématique ne semble plus tant être, en soi, le passage par une école professionnelle que

13. Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

14. L'aventure de ce journal en ligne s'est terminée en 2014, mais ses fondateurs ont eu la possibilité d'acquérir un réseau d'interconnaissances et une relative notoriété qui leur a permis d'envisager d'autres projets.

15. Denis Ruellan et Dominique Marchetti, *Devenir journalistes. Sociologie de l'entrée sur le marché du travail*, Paris, La Documentation française, 2001.

l'endroit où les étudiants sont formés. Il existe des formations reconnues et non reconnues par la profession, privées et publiques, à composante universitaire ou non universitaire, au recrutement après le baccalauréat ou au niveau licence, pour une durée comprise entre un an et cinq ans. Autrement dit, le panorama des formations au journalisme est devenu extrêmement vaste et les destins professionnels des diplômés des différentes écoles de journalisme sont très contrastés. Certaines écoles semblent profiter de ce brouillage relatif en annonçant des taux d'insertion professionnelle extrêmement élevés, sans que l'on connaisse les salaires, les types de contrat, les employeurs ou encore les tâches concrètes qui sont réalisées à ces postes.

Les études qui portent sur le journalisme insistent de manière quasi unanime sur la diversité des « mondes du journalisme »¹⁶. L'unité professionnelle est toute relative, au regard de la diversité des conditions de travail et des tâches concrètes offertes par les différents postes. Alors que l'éthique du journalisme s'est construite en opposition aux préceptes de la communication¹⁷, l'idée d'un *continuum* entre les mondes de l'information et de la communication apparaît comme un modèle plus proche de la réalité. Les études qui mobilisent le concept de champ journalistique montrent ainsi l'opposition entre un pôle plus savant et intellectuel (fondé sur la reconnaissance des pairs) et un pôle plus commercial (donc fondé sur la performance commerciale)¹⁸, qui tend à recouper l'opposition entre écoles reconnues et non reconnues par la profession. Cette opposition peut permettre de comprendre certaines bifurcations de diplômés qui ne parviennent pas à trouver sur le marché du travail des postes de journalistes qui sont en adéquation avec des motivations qui les avaient conduits à entrer dans une école et à faire ce métier. Ce phénomène pourrait être perçu comme un échec, dans la mesure où ils se destinaient au journalisme et qu'ils n'ont pas leur carte de presse, mais certains de ces diplômés présentent cette bifurcation comme un choix. On peut effectivement se demander s'ils ne trouvent pas dans certains cas ailleurs que dans le journalisme un environnement intellectuel qui leur permet finalement de continuer de réaliser leurs dispositions pour le journalisme : « curiosité », « sens critique », « ouverture d'esprit », etc., davantage que s'ils avaient accepté certains postes qui leur auraient pourtant permis d'avoir le statut de journaliste. C'est en substance ce qu'explique cette étudiante de l'ESJ Lille qui a quitté le métier quatre ans après sa sortie de l'école.

« Après l'ESJ, j'ai bossé deux ans au service société [d'un quotidien national] sur des thématiques telles que la précarité, la santé, le féminisme, les quartiers populaires (comme on dit). J'y ai rencontré des gens incroyables et d'autres détestables, j'y ai fait des reportages passionnants et pondu des articles merdiques où il fallait juste compléter des dépêches.

16. Par exemple, Jean-Marie Charron, *Cartes de presse*, Paris, Stock, 1993.

17. Jean-Baptiste Legavre, « *Je t'aime moi non plus* ». *Les relations d'« associés-rivaux » entre journalistes et communicants*, HDR en Sciences de l'information et de la communication, université Versailles Saint-Quentin, 2007.

18. Par exemple, Patrick Champagne, Dominique Marchetti, « L'information médicale sous contraintes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 101-102, 1994, p. 40-62.

L'ambiance de la boîte s'est passablement dégradée (conflit syndical très violent, nombreux « arrêts maladie »), ma liberté d'action et la possibilité de faire du terrain et de publier les longs sujets qui m'intéressaient se sont restreintes. Mon CDD s'achevant, j'ai décliné le renouvellement d'un an qu'ils me proposaient. J'ai fait quelques projets en freelance pour la presse alternative avec un ami photographe, à Lille et en Argentine. Mais ces sujets-là ne se vendent pas et ces médias-là ne paient pas, ou très peu. Et l'impossible s'est arrêté. J'ai entre-temps monté une association d'édition artisanale (atelierlamarge.com) à Angers avec quelques copains. Puis j'ai repris des études d'édition en me disant que ce serait plus facile de trouver des boulots alimentaires et que les livres permettent une profondeur et une intelligence que les journaux ont perdues. Je viens d'avoir un nouveau master 2 et je travaille de temps en temps pour l'éditeur chez qui j'ai fait mon stage. Je viens de faire ma demande RSA. Je n'exclus pas l'hypothèse de refaire du journalisme, mais ce sera sans doute sous d'autres formes : un livre ? Une BD ? Un documentaire ? En tout cas je ne me vois pas réintégrer une rédaction classique. Je n'aime pas l'esprit de corps qui règne dans ce milieu ni la pression ni la concurrence ni le cynisme qu'il génère. Voilà, je ne sais pas si c'est positif ou si c'est un échec mais je me sens mieux depuis que j'ai arrêté. »

Ce témoignage est une illustration des effets indirects des deux transformations structurelles appréhendées précédemment : d'une part, une élévation du niveau d'étude global des journalistes et d'autre part une précarisation accrue des trajectoires des journalistes qui se matérialise par une discontinuité des carrières. De la même manière, un pourcentage non négligeable de diplômés fait le choix du statut de pigiste, qui leur permet de faire selon eux un travail plus intéressant que s'ils s'étaient engagés dans un poste en CDD ou en CDI qui était disponible. Pour schématiser, plus le travail paraît prestigieux et intéressant aux yeux des diplômés, plus la concurrence est importante et plus le contrat est précaire. En début de carrière, les choix réalisés sont donc ambivalents. Pour se rapprocher de leur vocation, ils doivent accepter de travailler beaucoup pour de faibles revenus. Mais à l'inverse, s'ils optent pour des contrats de travail moins précaires, synonymes de conditions de vie plus stabilisées, ils risquent de devoir abandonner le rêve qui s'était matérialisé au cours de leur scolarité. Il résulte potentiellement de ces difficultés une certaine frustration, qui se trouve parfaitement retranscrite lorsque l'on invite certains diplômés à faire le point sur leur vie professionnelle et plus implicitement sur le décalage entre la perception de la carrière de journaliste dans l'école et son évolution dans le monde du travail. Certains anciens étudiants s'engagent en effet dans une lutte pour se maintenir dans ce qu'ils considèrent comme un journalisme de qualité, malgré les tentations d'emplois mieux rémunérés.

« En tant que pigiste, je fais les articles que je veux, sur des thèmes qui m'intéressent. Je ne suis soumise à aucune contrainte de remplissage, ni au flux tendu et la ligne éditoriale de *Médiapart* me correspond parfaitement. J'ai la chance d'être fière de mon entreprise et relativement fière de mon travail. Seulement, en tant que pigiste, je me sens isolée, je ne suis pas un membre à part entière de l'équipe et je n'ai aucune visibilité sur mon avenir professionnel. J'ai fait le choix de miser sur le travail, la qualité... Du coup, je passe beaucoup

de temps sur mes articles, je ne suis pas rentable à court terme mais j'espère l'être à long terme. J'espère être un jour véritablement embauchée dans une rédaction. Pour pouvoir commencer à construire ma vie (avoir une vraie vie sociale, ne plus manger que des pâtes, faire un bébé, rembourser mon prêt étudiant et pourquoi pas acheter un appart). Et si, finalement, ce n'est pas le cas, si ça ne marche pas, est-ce que "l'épanouissement intellectuel" sera suffisant ? Combien de temps sera-t-il suffisant ? C'est cette question-là que je me pose. » Diplômée du CUEJ depuis moins d'un an, pigiste pour *Médiapart*, 28 ans, rémunérée entre 500 et 1 000 euros par mois, père proviseur de collège, mère institutrice.

La situation précaire de beaucoup de jeunes diplômés est souvent provisoire. Une partie d'entre eux finit par obtenir un contrat de travail au terme de plusieurs mois ou de plusieurs années de collaboration avec un média. D'autres finissent par revoir leurs ambitions à la baisse et acceptent un poste moins prestigieux mais mieux rémunéré et qui semble mieux adapté à la vie de famille, comme c'est le cas de cette diplômée du CUEJ depuis six ans.

« La situation de précarité dans laquelle je suis depuis ma sortie d'école (CDD à répétition comme beaucoup) est source de tension personnelle. Je travaille actuellement dans un magazine spécialisé comme première secrétaire de rédaction car je n'arrivais plus à vivre des piges écrites et reportages autofinancés, alors que ma vocation première était de faire du "terrain" pour une rédaction. La réalité du marché du travail fait qu'il y a plus d'opportunités en tant que SR qu'en tant que rédactrice. [...] Pour tout dire, je suis bien loin de la situation dans laquelle je me projetais en sortant de l'école en 2006 et j'espère trouver un poste de rédactrice dans un média plus d'actu ! » 30 ans, rémunérée entre 2000 et 2500 euros par mois, père ingénieur physicien, mère professeure d'histoire-géographie.

La frustration de cette ancienne étudiante du CUEJ vient du fait qu'elle est surdiplômée, c'est-à-dire qu'elle a été préparée à occuper un poste de reporter qui n'est pas limité à un journalisme « assis », si bien qu'elle se sent en décalage avec sa situation actuelle. Le ressentiment exprimé par ces diplômés traduit plus largement le décalage structurel particulièrement prégnant dans les métiers à vocation culturelle, où le nombre de diplômés est supérieur au nombre de postes disponibles. Des logiques similaires sont observables notamment dans les professions artistiques, ce que relève d'ailleurs Olivier Pilmis en comparant journalistes pigistes et comédiens intermittents, tous marqués par une activité discontinue et une insécurité de l'emploi¹⁹. La frustration ressentie par certains jeunes journalistes est d'autant plus importante qu'ils ont pu s'épanouir culturellement dans leur école, où ils n'étaient pas limités par des impératifs économiques, et croire alors dans la possibilité de se réaliser entièrement dans et par leur travail. Les écoles de journalisme, même celles qui ne sont pas agréées, tendent en effet à aligner leur ambition pour l'insertion de leurs diplômés sur le segment professionnel le plus prestigieux.

19. Olivier Pilmis, *L'intermittence au travail. Une sociologie des marchés de la pigue et de l'art dramatique*, Paris, Economica, 2013.

Aussi, les étudiants qui entrent dans une école ont la possibilité de vivre leur métier comme une vocation, c'est-à-dire de le pratiquer comme de « grands » journalistes. Mais quand les diplômés entrent sur le marché du travail, ils découvrent que la « grande famille du journalisme » masque des conditions de travail très hétérogènes, si bien qu'ils peuvent avoir l'impression de se trouver en porte-à-faux. Ces problématiques se trouvent particulièrement prégnantes dans le cas des journalistes, mais elles éclairent aussi un certain nombre de mutations qui se retrouvent plus généralement dans les professions culturelles et intellectuelles : les mondes de l'édition, de la culture²⁰ ou encore de la recherche.

20. Voir notamment, Vincent Dubois, *La culture comme vocation*, Paris, Raisons d'Agir, 2013.